



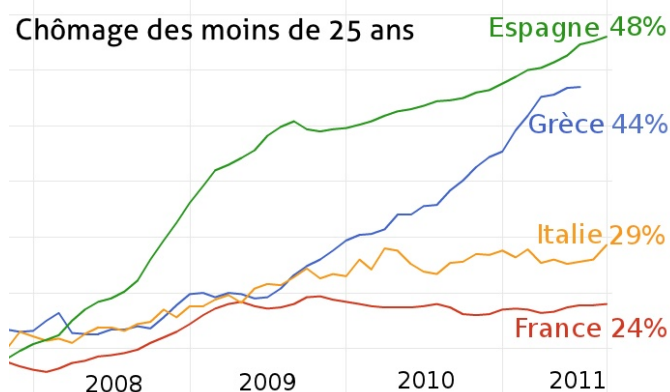
CHÔMAGE DE MASSE Prenons le mal à la racine !



On essaie souvent de culpabiliser les chômeurs en disant que c'est de leur faute, alors que c'est le capitalisme qui rejette des millions de travailleurs.

La crise partout

Le chômage bat des records. Les jeunes sont les plus touchés : en Espagne et en Grèce, c'est environ 1 jeune sur 2 qui est sans boulot.



Les politiciens changent... et ne changent rien !

Hollande a succédé à Sarkozy, mais sous le marketing plus soft, il va lui aussi faire une politique dans les intérêts des capitalistes. Pour l'emploi, c'est toujours la même recette : donner plein d'argent aux patrons pour les "inciter" à embaucher. Par exemple avec les nouveaux contrats de génération et contrats d'avenir, il y aura encore des exonérations pour l'employeur. Souvent, le seul résultat c'est que les patrons en profitent pour embaucher avec ces nouveaux contrats... au lieu d'embaucher en CDI. Le résultat est que nos impôts servent à payer des riches, et le chômage augmente encore !

Nos mesures anticapitalistes :

► Empêchons et interdisons les licenciements

La NPA se bat contre les plans de licenciements en série. Retirons aux patrons le droit de nous mettre à la rue !

► Travailler moins pour travailler tous/tes

Aujourd'hui, nos machines et connaissances nous permettraient de travailler seulement quelques heures par jour. Mais les patrons gagnent plus à surexploiter certains et virer les autres. Imposons les 32h par semaine avec embauches proportionnelles !

► Pas d'indemnités sous 1700 € net

Sans attendre, nous nous battons pour que personne ne gagne en dessous de 1700 €, y compris les chômeurs qui n'ont pas à subir !

► Un million d'emplois utiles en plus !

Il faut immédiatement embaucher dans l'éducation, la santé, les transports, la recherche...

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Ces mesures paraissent impossibles, tellement on nous répète qu'il n'y a plus d'argent et qu'il faut nous sacrifier. En vérité, dans le système capitaliste, c'est de plus en plus la guerre entre les profits de la minorité du CAC40 et nos vies à toutes et tous.

C'est pour ça que nous sommes anticapitalistes : nous voulons renverser la dictature des grands patrons et actionnaires, pour en finir avec l'exploitation et le chômage.



CHÔMEUR·SES ET SALARIÉ·E·S

« **Le chômage, c'est la faute des fainéants.** » **FAUX**

Si le chômage en France est passé de 2% dans les années 60 à plus de 10% aujourd'hui, est-ce que cela veut dire que les Français sont devenus 5 fois plus fainéants? Si dans beaucoup de pays les courbes du chômage sont très proches, est-ce que c'est parce que la flemme est contagieuse? Bien sûr que non. Le chômage de masse dépend surtout de l'économie capitaliste et de ses variations, et ça, ce n'est pas la volonté des exploités qui le décide!

« **Il y a plein de postes vacants !** »

FAUX

Il y a des annonces d'emploi qui sont assez répandues, comme les postes de vendeur-se, livreur-se, serveur-se ou caissier-ère. Par exemple Décathlon les imprime même sur ses tickets. Il s'agit souvent de temps partiels au SMIC qui rapportent maximum 600 € par mois. Et pourtant ce n'est pas que personne n'en veut, mais que cela tourne beaucoup. Ce sont surtout des jeunes, et de plus en plus de surdiplomé-e-s qui enchaînent ces «petits jobs», parfois en essayant de composer difficilement avec des études.

**TOUTES
CES OFFRES
QUI NOUS
TENDENT
LES BRAS...**

Les gouvernements, qui n'ont pas de solution de fond, agitent régulièrement les chiffres des « offres non pourvues ». Il y en aurait 250 000, et encore beaucoup dénoncent ces chiffres bidon... Mais admettons! 250 000 offres d'emploi, ça ne pèse pas lourd face aux 3 millions de chômeurs! Donc au passage le chômage ne peut être un problème de «formation des chômeurs».

« **Il faut oser se lancer, monter son entreprise !** » **FAUX**

On nous dit souvent que les chômeurs n'ont qu'à monter «leur business». C'est pour ça que Sarkozy a créé en 2008 le statut d'auto-entrepreneur: en un clic, on peut créer sa petite entreprise détaxée. Un succès: 320 000 créations en 2009. Certains ont trouvé là un moyen de faire légalement ce qu'ils faisaient avant «au noir», donnant des cours ou faisant le ménage, et gagnant autour de 700 €. D'autres, ex-salariés ont été incités par leur PME à se déclarer auto-entrepreneur, catégorie «soutien aux entreprises», pour faire la même chose qu'avant. Sauf... qu'ils n'ont plus de cotisations sociales, plus de garantie sur l'emploi, le temps de travail, les congés... Bref, un statut entre exploitation et auto-exploitation. Dans tous les cas, le chômage ne baisse pas.

: NE PAS SE LAISSER DIVISER !

« **Le RSA incite les gens à ne pas travailler.** »

FAUX

Le RMI (ancêtre du RSA) a été créé en 1988, justement parce que le chômage s'était envolé depuis les années 70. Ce n'est pas le RMI qui a créé ce chômage! Soyons concrets. Le RSA pour une personne seule, c'est 418 €. Qui peut vraiment parler de privilégié? Et un rentier qui loue des appartements hors de prix à des travailleurs, est-il incité à travailler? Et le PDG qui reçoit un «parachute doré» quand il démantèle ses usines? Sans parler de l'héritière Liliane Bettencourt, qui a reçu 30 millions d'euros de nos impôts grâce au bouclier fiscal de Sarkozy.

**QUI
SONT LES
ASSISTÉS?!!**

- ▶ le RSA a coûté 7,5 milliards à l'Etat en 2010
- ▶ les entreprises sont subventionnées à plus de 60 milliards par an
- ▶ pour sauver les banques en 2008, l'Etat s'endette de 300 milliards

« **Il faut plus de flexibilité !** »

FAUX

C'est une vraie rengaine: si l'on laissait les patrons libres de licencier, ils n'auraient plus peur d'embaucher, et cela «libérerait» plein d'emplois! Tout ce que cela fait, c'est augmenter la précarité des salarié-e-s et les profits des capitalistes. Il n'y a qu'à tirer le bilan des dernières années: de plus en plus de CDD et d'emplois précaires, et toujours plus de chômage!

« **Les étrangers volent notre travail !** »

FAUX

Même des économistes de droite expliquent que c'est faux. Des pays avec peu d'immigrés, comme la Pologne, ont des taux de chômage très élevés, à l'inverse, des pays de forte immigration comme l'Australie, le Canada ou les États-Unis ont des taux de chômage faibles. Par contre, les patrons aiment les sans-papiers parce qu'ils peuvent leur faire du chantage et les sur-exploiter, et faire pression sur les salaires. La régularisation de tous/tes les sans-papiers est notre combat quotidien, mais il faut mettre fin au pouvoir des patrons pour en finir pour de bon !

*Tous ces arguments ne sortent pas de n'importe où, c'est le discours dominant qui le transmet depuis des années, avec la force des média et des politiciens. Nos dirigeants sont-ils stupides? Non, ils sont simplement au service de la classe de nos exploités. Et l'exploitation s'est tellement aggravée depuis des décennies, que le seul moyen pour eux de régner c'est de nous diviser. De monter ceux qui ont un boulot contre ceux qui n'en ont pas. Le Front national a toujours été champion des discours de haine, mais maintenant il a une sérieuse concurrence avec Wauquiez qui fustige ce «cancer de l'assistanat» ou Guéant et sa circulaire voulant interdire certains emplois aux immigrés. **Les seuls privilégiés, c'est cette minorité qui vit de notre travail à tous, pas les millions de travailleurs que la machine à broyer capitaliste a rejeté.***

S'organiser pour lutter, c'est possible !



Années 80 : les chômeurs s'affirment

En 1982 se crée la première organisation autonome organisant spécifiquement les travailleurs privés d'emploi, le Syndicat des Chômeurs. Il réclame leur représentation dans les conseils d'administration des Assedic et la création d'un revenu minimum garanti. Par l'organisation de rencontres et de marches nationales, il aide les chômeurs à sortir de leur isolement, à se retrouver pour parler de leurs revendications, leur stratégie...

L'influence du Syndicat des Chômeurs sera décisive dans la création du RMI en 1988. Malgré sa dissolution, il inspirera plusieurs associations comme Agir contre le Chômage (AC!), appelées à jouer un grand rôle dans les luttes des années suivantes.

Hiver 97/98 : un mouvement offensif

Décembre 1997: à l'initiative de la CGT de Marseille, plusieurs antennes ASSEDIC sont occupées par des chômeurs, qui réclament une prime de Noël de 3000F (450€). Très vite, le mouvement s'étend à toute la France et se sont plusieurs dizaines de sites qui sont occupés, certains pour plus d'un mois. Ces hommes et ces femmes, considérés comme résignés et invisibles, redonnent de l'espoir à tous les travailleurs, et les sondages montrent qu'une large majorité de la population les appuie. Des réveillons de Noël sont organisés dans les agences occupées, rassemblant largement chômeurs et soutiens.

Tout juste arrivée au pouvoir sur des promesses de changement social, la «gauche plurielle» fait quelques annonces... et envoie dans le même temps les CRS déloger les occupants. Ceux-ci ne baissent pas les bras, et le mois de Janvier est rythmé par une série de grandes manifestations qui maintiennent la pression sur le gouvernement. Finalement, le mouvement se solde sur une victoire partielle, avec l'augmentation et l'indexation sur l'inflation de l'Allocation Spécifique de Solidarité.

2003/04 : les « recalculés » rebelles

Fin 2002, l'UNEDIC annonce une baisse de l'indemnité chômage applicable au 1er janvier 2003, y compris pour ceux inscrit avant cette date. Plus d'un millions de «recalculés» (la moitié des chômeurs indemnisés!) voient leur niveau de vie baisser brutalement. Des assemblées de chômeurs se tiennent un peu partout en France et décident d'une action en justice systématique: que chaque chômeur concerné porte plainte contre son ASSEDIC! Des milliers de dossiers sont déposés, et chaque défaite donne systématiquement lieu à un appel.

Parallèlement, l'agitation médiatique est maintenue par quelques coups d'éclats, comme l'occupation de plusieurs ASSEDIC pour le réveillon du nouvel an. Le 1er mai 2004, pour la première fois, ce sont les cortèges de chômeurs qui ouvrent les défilés, montrant définitivement que les privés d'emploi sont eux aussi des travailleurs et que leur lutte est légitime. Trois jours plus tard, c'est la victoire: le ministre de l'emploi Borloo annonce la réintégration de tous les chômeurs dans leur droits.

S'organiser pour lutter, c'est nécessaire !

Sans organisation, nous serons affaiblis face aux coups de plus en plus durs qui viennent de la classe dirigeante. c'est pour cela que nous vous appelons à nous rejoindre pour la résistance et la contre-attaque collective ! N'hésitez pas à prendre contact avec nous !

